



PROJET DE RÈGLEMENT D'EXPLOITATION

Version du 28 janvier 2020



SOMMAIRE

1	OBJET DU REGLEMENT	5
2	CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	6
3	RESPECT DU REGLEMENT	6
4	REGLES GENERALES CONCERNANT L'ACCES AU TERMINAL	6
4.1	Horaires d'ouverture et de travail du GPM-Guyane et sur le Terminal.....	6
4.2	Conditions d'accès au Terminal – Sureté	7
4.3	Circulation piétonnière de particuliers - Visites organisées et manifestations	7
4.4	Circulation des visiteurs piétons	8
4.5	Port des Equipements de Protection Individuelle.....	8
5	CIRCULATION/STATIONNEMENT DES VEHICULES ROUTIERS ET DES ENGINS PORTUAIRES - CIRCULATION DES VISITEURS PIETONS – REGLES ET PRIORITES.....	9
5.1	Règles de circulation et de stationnement des véhicules routiers	10
5.2	Règles de circulation et de stationnement des véhicules routiers applicables sur les quais du Terminal	10
5.3	Règles particulières applicables au terminal de DDC.....	11
5.3.1	Engins de manutention	11
5.3.2	Zones dédiées aux conteneurs reefer	11
5.3.3	Convois exceptionnels	11
5.3.4	Marchandises dangereuses	11
5.3.5	Zones en bord à quai	12
5.3.6	Charges admissibles sur les quais et responsabilités	12
6	ADMISSION ET ACCUEIL DES NAVIRES AU TERMINAL DE DEGRAD DES CANNES.....	13
7	ATTRIBUTION DES POSTES A QUAI	13
8	DESCRIPTION et CONDITIONS D'UTILISATION et d'AFFECTATION DES DIFFERENTS ESPACES DU TERMINAL.....	13
8.1	Description des espaces du Terminal.....	13
8.2	Modes d'utilisation des bords à quai	13
8.3	Modes et conditions d'utilisation privative des différents espaces et installations du Terminal, hors bords à quai - Responsabilités et Assurances.....	14

8.3.1 Dispositions générales.....	14
8.3.2 Responsabilités et assurance	15
8.4 Hangars et bureaux	16
8.5 Terre-pleins.....	16
8.5.1 Principes généraux d'utilisation des terre-pleins.....	16
8.5.1.1 Destination des terre-pleins.....	16
8.5.1.2 Charges maximales admissibles sur les terre-pleins.....	17
8.5.2 Autres mises à dispositions ou prestations	17
8.5.2.1 Pont bascule	17
8.5.2.2 Fourniture d'eau potable	17
8.5.2.3 Fourniture d'énergie électrique	17
8.5.2.3.1 Règles générales.....	17
8.5.2.3.2 Fourniture d'énergie électrique pour les conteneurs à température dirigée	18
8.5.2.3.2 Fourniture d'éclairage en bord à quai.....	18
8.5.2.5 Avitaillement	18
8.5.2.6 Déchets.....	19
8.6 Pollution.....	19
9 CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES OUTILLAGES PUBLICS.....	19
9.1 Généralités	19
9.2 Obligation d'utilisation, affectation et commande des Outillages publics	20
9.2.1 Obligation d'utilisation des Outillages publics aux quais n°1 et 2	20
9.2.2 Affectation des Outillages	20
9.2.3 Commande et annulation de commande des Outillages.....	20
9.3 Disponibilité des Outillages et conditions de mise à disposition.....	21
9.4 Durée de la location	22
9.5 Conduite, positionnement et conditions d'utilisation des Outillages.....	22
9.5.1 Conduite des Outillages.....	22
9.5.1.1 Conduite des Outillages pendant les opérations commerciales.....	22
9.5.1.2 Conduite des Outillages hors opérations commerciales.....	22
9.5.2 Positionnement des Outillages et des grues de bord	23
9.5.2.1 Positionnement des Outillages.....	23
9.5.2.2 Positionnement des grues de bord	23

9.5.3 Conditions et limites d'utilisation et de responsabilités.....	23
9.6 Assistance a l'exploitation - entretien et réparation des Outillages.....	23
9.6.1 Assistance à l'exploitation.....	23
9.6.2 Entretien et réparation des Outillages.....	24
9.7 Responsabilités.....	24
9.8 Assurances.....	25
9.9 Mesures de sécurité.....	25
9.10 Restitution.....	26
9.11 Conditions tarifaires.....	26
9.12 Suspension des opérations.....	26
10 SURETE.....	26
11 REMORQUAGE.....	26
12 LITIGES.....	27
13 ANNEXES.....	27
Annexe 1 : Conditions et limites techniques d'utilisation des Grues et de leurs accessoires .	27
Annexe 2 : Tarif Public des Outillages du GPM-Guyane	27
Annexe 3 : Bon de commande type des Outillages du GPM-Guyane.....	27
Annexe 4 : Procédure d'alerte	27
Annexe 5 : Plan du Terminal	27
Annexe 6 : Assistance à l'exploitation des outillages.....	27

1 OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement d'exploitation des installations portuaires du terminal à conteneurs de Dégrad des Canes, dénommé ci-après le Terminal, fixe, complète, précise ou rappelle en tant que de besoin, notamment :

- Les heures d'ouverture du Terminal
- Les règles d'utilisation et d'exploitation des différentes infrastructures et de l'outillage public du GPM-Guyane,
- Les conditions d'exploitation des installations portuaires,
- Les conditions de chargement, de déchargement et d'entreposage des marchandises, hormis les marchandises dangereuses qui font l'objet de règles spécifiques,
- Les conditions d'accès, de circulation, d'arrêt et de stationnement des véhicules routiers, des engins portuaires et des piétons,
- Les conditions de réception et de traitement des déchets à l'intérieur du Terminal ainsi que les conditions de leur évacuation
- Les conditions de tarification, de facturation et de recouvrement des redevances d'usage suivant tarifs en vigueur et publiés sur le site du GPM-Guyane,
- Les mesures nécessaires à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sûreté,
- Les mesures nécessaires à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité, à la santé, à l'hygiène et à la protection de l'environnement au sein du port,
- Les dispositions liées aux responsabilités et assurances des acteurs notamment en cas d'accidents et de sinistres,
- Toutes autres dispositions relatives à l'exploitation du Terminal.

Les dispositions du présent règlement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en précisent, en tant que de besoin, certaines modalités d'application.

Les dispositions légales et réglementaires en vigueur sus visées sont, notamment :

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- Le Code des Transports
- Le règlement général de police des ports maritimes (« RGPP »)
- Le règlement particulier de police portuaire du GPM-Guyane approuvé par arrêté préfectoral n°R03-009/GPMG/2016 du 23/12/2016 (« RPPP »)
- Le code ISPS et le Plan de sûreté de l'installation portuaire du GPM-Guyane approuvé par arrêté préfectoral du 23/06/2017 (« PSIP »)
- Le règlement pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses

- Le Plan de réception et de traitement des déchets du GPM-Guyane approuvé par arrêté préfectoral n°R03-008/GPMG/2016 du 23/06/2016

2 CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Le présent règlement s'applique au terminal à conteneurs et roulier du port de Dégrad des Cannes, dénommé ci-après le « Terminal », qui est situé sur la commune de REMIRE-MONTJOLY.

Il est délimité par le plan n°..., joint en annexe n° 5.

Le Terminal est composé notamment des installations suivantes :

- trois quais et une rampe roll on roll off. Ils sont situés en rive gauche du fleuve du Mahury dans son débouché à la mer,
- des clôtures, barrières, aubettes et guérites de contrôle à l'entrée du terminal avec leur installation de vidéo protection,
- des voiries de desserte internes non amodiées pour les véhicules, engins et piétons avec leurs signalisations verticales et horizontales,
- des zones de chargement déchargement en arrière quai et au droit des navires,
- des dispositifs d'éclairage des terres pleins, quais et voiries de desserte interne
- un pont bascule de 60 tonnes,
- une zone d'échange, de livraison, de pose et de reprise des conteneurs,
- un parc prises reefer,
- une zone de terre-pleins affectée au stockage des véhicules en transit,
- des zones de terre-pleins affectées au stockage et dépotage de conteneurs pleins ou vides, la hauteur de stockage maximum autorisée étant de 3 hauteurs pour les conteneurs pleins et 5 hauteurs pour les conteneurs vides,
- d'un réseau et des installations de lutte contre les incendies et de fourniture d'eau potable aux navires le long des quais et d'eau pour la lutte contre les incendies,
- d'un réseau de recueil des eaux pluviales et son système de traitement.

3 RESPECT DU REGLEMENT

Toute utilisation des ouvrages, installations, des outillages publics ainsi que l'accès et la circulation à l'intérieur du périmètre couvert par le présent règlement d'exploitation approuvé par décision du Directoire en date du ... entraînent adhésion pleine et entière sans restriction au présent règlement, et aux tarifs associés, sauf prescriptions résultant de conventions spécifiques.

4 REGLES GENERALES CONCERNANT L'ACCES AU TERMINAL

4.1 Horaires d'ouverture et de travail du GPM-Guyane et sur le Terminal

Administration du GPM-Guyane : du lundi au vendredi, 7h/14h

Caisse (Régie) du GPM-Guyane : du lundi au vendredi, 7h/13h 30'

Réception et mise à disposition du fret par le manutentionnaire sur le terminal :

- du lundi au vendredi, de 7h à 17h
- le samedi de 7h à 11h

Ces horaires, s'entendent, sauf activité programmée spécifiquement, et organisée par une société de manutention, après en avoir obtenu l'autorisation par du GPM-Guyane. Un système d'astreinte est en vigueur en dehors des heures d'ouverture.

4.2 Conditions d'accès au Terminal – Sureté

Toute personne se trouvant sur l'installation portuaire doit être munie d'une autorisation d'accès nominative et strictement personnelle, et doit se conformer aux règles édictées par le GPM-Guyane concernant la sécurité.

La délivrance de l'autorisation d'accès susvisée est conditionnée par la participation à une action de sensibilisation à la prévention des risques sous la forme d'un accueil sécurité, dont les modalités sont fixées par la procédure PR-SEC- 003 consultable sur le site internet du GPM-Guyane, sous la rubrique

L'autorisation d'accès est délivrée pour des besoins d'exploitation, de travaux, de maintenance ou pour toute activité professionnelle jugée utile par le GPM-Guyane. Elle est ~~et~~ révoquée par l'autorité qui l'a délivrée. Elle est matérialisée par une carte d'accès (badge ou titre de circulation).

La procédure de demande et de délivrance des badges est consultable sur le site internet du GPM-Guyane, sous la rubrique ...

A l'entrée et à la sortie, le badge doit impérativement être présenté sur les lecteurs installés à cet effet et il doit être porté de façon apparente. Il n'exclut pas que des contrôles soient réalisés tant aux entrées sorties qu'à l'intérieur du Terminal.

Le non-respect des règles et des obligations d'utilisation des badges, peut conduire à un retrait – provisoire ou définitif – sans que le titulaire puisse exciper d'un quelconque droit à indemnité.

Les tarifs applicables au titre de la délivrance des badges sont disponibles sur le site internet du Port www.portdeguyane.fr sous la rubrique :
<http://www.portdeguyane.fr/observatoire/tarifs-et-redevances/>

4.3 Circulation piétonnière de particuliers - Visites organisées et manifestations

L'accès au Terminal est réglementé et principalement réservé aux professionnels.

La circulation à pied des personnes étrangères à l'exploitation portuaire est interdite sur les terre-pleins et les zones de manutention, sauf autorisation spécifique du GPM-Guyane.

Les particuliers peuvent être autorisés à pénétrer sur le Terminal pour retirer ou déposer de la marchandise (véhicule, conteneur,...), ils devront être accompagnés par l'agent maritime pour sa demande d'accès et tout au long de son parcours sur site.

Relatif au port obligatoire des équipements de protection individuelle, le particulier devra être doté d'un vêtement de protection individuelle haute visibilité pour accéder au Terminal.

L'organisation de visites ou de manifestations (opérations de communication, conférences de presse, prises de vues, tournages, ...) sur le Terminal est soumise à autorisation préalable du GPM-Guyane.

Des procédures spécifiques ont été mises en place par le GPM-Guyane pour (déclaration, demande d'autorisation et déroulé) pour l'organisation des visites scolaires et des manifestations sur la plateforme portuaire.

4.4 Circulation des visiteurs piétons

La circulation des visiteurs piétons sur le Terminal est interdite en dehors des circuits prévus à cet effet par le GPM Guyane.












Elle est autorisée sous réserve du respect des consignes de sécurité du GPM en vigueur et de celles des sociétés de manutention à l'intérieur des périmètres affectés privativement et placés sous leur responsabilité.

Les piétons doivent respecter la signalisation et les barrières et clôtures en place.

La circulation en bord à quai, à moins de 2 mètres du bord à quai, est interdite aux personnes étrangères aux opérations portuaires.

4.5 Port des Equipements de Protection Individuelle

Le port des équipement de potection individuelle (EPI) est obligatoire sur l'ensemble du site portuaire, ces derniers doivent être utilisés en fonction de l'activité en cours suivant le tableau ci-dessous qui définit le port de ces équipements en fonction de la zone d'intervention :

	Casque 	Lunettes Visière  	Masque respiratoire 	Casque anti-bruit 	Gants 
Bords à quai et appontements*					
Terre-pleins*					
Espaces en cours de manutention	X				X
Entretien des espaces verts	X	X	X	X	X
Zones de chantier**	X	X	X	X	X
	Vêtement haute visibilité 	Gilet de sauvetage 	Vêtement de protection 	Chaussures 	Harnais anti-chute 
Bords à quai et appontements*	X	X			
Terre-pleins*	X				
Espaces en cours de manutention	X			X	
Entretien des espaces verts	X		X	X	
Zones de chantier**	X	X	X	X	X


*en l'absence de manutention


**EPI à adapter aux risques inhérents, aux activités exercées, ainsi qu'aux conditions d'utilisation

Toute entreprise usager demeure strictement responsable du respect de ces consignes par ses salariés.

5 CIRCULATION/STATIONNEMENT DES VEHICULES ROUTIERS ET DES ENGINS PORTUAIRES - CIRCULATION DES VISITEURS PIETONS – REGLES ET PRIORITES

Le Terminal est composé de divers espaces à vocations distinctes, dont notamment : voiries de desserte interne dans et hors les espaces amodiés, bord à quai, terre-pleins, zone reefer, parc de stockage de véhicules, zone d'échange routier, bureaux.

Pour des raisons de sécurité et d'exploitation le GPM-Guyane a mis en place un plan de circulation des poids lourds (consultable sur le site officiel du GPM-Guyane sous la rubrique ) matérialisé par une signalisation horizontale et verticale, ainsi que divers marquages et couleurs de zones (zébras en bord à quai, circuit piétonnier, etc.).

Les opérations de chargement /déchargement des poids lourds doivent être réalisées dans le respect du Protocole de sécurité « Chargement / déchargement » mis en place par le GPM-Guyane et consultable sur le site officiel du GPM-Guyane sous la rubrique .

5.1 Règles de circulation et de stationnement des véhicules routiers

La circulation et le stationnement des véhicules routiers sont réglementés par le Code des Transports, le Code de la Route et les dispositions du Règlement Particulier de Police Portuaire du GPM-Guyane, approuvé par arrêté préfectoral n°R03-009/GPMG/2016 du 23/12/2016.

Par dérogation au Code de la Route, les engins de manutention sur le Terminal sont prioritaires en toutes circonstances, excepté vis-à-vis des grues de quai du GPM-Guyane dont le déplacement et l'utilisation ne doivent pas être entravés.

Les dispositions du Code de la Route concernant les signalisations et les priorités sont applicables sur l'ensemble du Terminal, sauf d'éventuelles dispositions dérogatoires temporaires ou permanentes mises en place par le GPM-Guyane en considération des besoins d'une exploitation en sécurité. La vitesse des véhicules routiers est limitée à 20 km/h.

Tous les véhicules routiers doivent, dans le respect du plan de circulation du Terminal, circuler exclusivement sur les voies de circulation.

Il est interdit :

- de stationner sur les voies de circulation et d'y déposer tout conteneur ou autre colis, de même il est interdit de stationner sur les aires destinées à l'accès et à la maintenance des mâts d'éclairage
- d'entraver l'accès aux installations de lutte contre l'incendie, d'adduction d'eau et d'éclairage
- d'entraver l'accès aux différentes zones de travail et de circulation routière ou piétonnière.

L'accès aux zones de stockage de conteneurs et aux zones de travail des sociétés de manutention est en principe interdit aux véhicules routiers, sauf dispositions ou autorisations spécifiques délivrées par le GPM-Guyane et par la société de manutention concernée.

Dans ce dernier cas la circulation et le stationnement de véhicules routiers dans la zone privative affectée au manutentionnaires (bord à quai, zones de livraison et de stockage) s'effectuent sous le contrôle et la responsabilité exclusive de ce dernier organisateur des mouvements d'engins et de personnes dans ces espaces, constitutifs d'un chantier au sens de la réglementation sur la sécurité du travail.

Les manutentions de conteneurs par les camions équipés de moyens de levage doivent être effectuées dans les endroits prévus à cet effet. L'accès du terminal à des camions auto-déchargeant qui se traduit par un ripage des conteneurs susceptible d'endommager le revêtement des terre-pleins, voiries et chaussées est interdit.

Il en est de même pour toute livraison ou reprise de conteneurs, ou de colis, par les transporteurs.

5.2 Règles de circulation et de stationnement des véhicules routiers applicables sur les quais du Terminal

La circulation sur les quais est réservée aux seuls véhicules affectés à la manutention ou nécessaires aux opérations liées à l'accueil des navires et/ou aux travaux et maintenance décidés par le GPM-

Guyane. Les véhicules autorisés à accéder aux quais, doivent s'assurer qu'ils ne gênent pas les opérations de manutention.

Leur stationnement doit être limité au temps strictement nécessaire à leurs opérations et ne pas gêner les opérations de manutention et ne doit pas être de nature à endommager les rails de translation et les câbles d'alimentation des grues de quai.

Il appartient aux conducteurs des véhicules routiers de veiller à ne pas engager le gabarit des grues de quai du GPM-Guyane matérialisé par un marquage au sol et de déplacer leurs véhicules de manière à ne pas entraver la translation des grues.

Il est strictement interdit de stocker, stationner des véhicules et/ou marchandises sur ~~la ou~~ les rails et les fosses de raccordement électrique des grues. .

En cas de heurt les grues sont réputées prioritaires vis-à-vis de tout véhicule ou engin en déplacement ou en stationnement et ces derniers sont responsables des dommages occasionnés aux grues et à leurs accessoires ainsi que de tous préjudices matériels et immatériels consécutifs, notamment les pertes d'exploitation et autres franchises des polices d'assurances que le GPM-Guyane aurait souscrites

5.3 Règles particulières applicables au terminal de DDC

5.3.1 Engins de manutention

Les engins de manutention horizontale doivent être conservés dans un bon état de maintenance, en particulier ce qui concerne les circuits (carburant, huile hydraulique,...) afin d'éviter les pollutions du domaine public portuaire et de ses dépendances.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article R5333-26 du code des Transports, à la fin de chaque journée de manutention, des engins de manutention peuvent être autorisés à stationner à l'intérieur du Terminal, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du GPM-Guyane, lequel accord peut être retiré à tout moment par ce dernier.

Les espaces sur lesquels le GPM-Guyane peut être amené à délivrer des autorisations de stationner font l'objet d'affectations privatives et du paiement de redevances domaniales, telles que définies à l'article 2 f du tarif des redevances d'usage.

5.3.2 Zones dédiées aux conteneurs reefer

Les manutentionnaires sont seuls autorisés à procéder aux opérations de dépose et de reprise de conteneurs entreposés dans une zone dédiée aux conteneurs reefer.

5.3.3 Convois exceptionnels

L'admission et la circulation de convois exceptionnels sur le terminal est conditionnée par l'obtention d'une autorisation du GPM-Guyane au regard des contraintes dimensionnelles et de descente de charges pour les installations portuaires.

5.3.4 Marchandises dangereuses

Le stockage, la manutention et le transit des marchandises dangereuses sont régis par le règlement général de transport et de manutention des marchandises dangereuses dans les ports maritimes (RPM)

et le règlement local pris pour son application, consultables sur le site internet du GPM-Guyane sous la rubrique ...

5.3.5 Zones en bord à quai

Les sociétés de manutention bénéficient d'une zone de manutention en bord à quai, le long du navire, à l'intérieur de ses points d'amarrage.

La profondeur de zone de manutention en bord à quai pour les opérations commerciales de chargement/déchargement qui est délimitée au sol par des zébras rouge est de 42 mètres en arrière de la magistrale des quais aux quais n° 1 et 2 et de 38 mètres sur le quai n°3.

Ces espaces sont juridiquement constitutifs d'un chantier, au sens de la réglementation sur la sécurité du travail, et sont placés sous la responsabilité des sociétés de manutention qui procèdent aux opérations de chargement/déchargement.

La société de manutention en tant notamment qu'entreprise utilisatrice ou locatrice de l'espace en bord à quai, et des outillages et installations du GPM-Guyane s'engage à respecter, à appliquer et à faire appliquer à ses clients, entreprises ou toute personne qui viendraient à intervenir, les exigences réglementaires dans les domaines de la prévention de la sécurité, de la santé, de l'hygiène et de la protection de l'environnement.

La société de manutention s'engage également à respecter et à faire respecter par ses salariés, intervenants extérieurs, fournisseurs, et toute personne sur site les protocoles de sécurité et autres procédures en vigueur sur le Terminal par le GPM-Guyane ainsi que les consignes données par ses agents.

En cas de concomitance d'usages ou co-activités avec une entreprise tierce (travaux de maintenance par exemple), un plan de prévention particulier devra être rédigé en coordination avec l'ensemble des intervenants.

Le GPM-Guyane tient à la disposition des sociétés de manutention et de tous tiers intéressés (armateurs, agents maritimes, consignataires, transitaires, transporteurs, ...) le registre des procédures et consignes en vigueur.

5.3.6 Charges admissibles sur les quais et responsabilités

Il appartient aux opérateurs et à tous autres utilisateurs du quai pour une opération de stockage, chargement/déchargement de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les charges maximales admissibles des différents quais du terminal, tel que rappelé ci-après :

Les charges admissibles sur les quais 1, 2, 3 et RoRo sont de 4 tonnes au m².

Les opérations de stockage, chargement et déchargement susceptibles de conduire à un dépassement des charges maximales admissibles ci-dessus, doivent faire d'un mode opératoire respectant l'intégrité de la structure du quai et du bord quai.

L'opération est conditionnée par un accord préalable écrit du GPM-Guyane. Le dossier de demande d'autorisation doit être adressé à direction des infrastructures et exploitation au moins 3 mois avant la date prévue pour l'opération, afin de permettre au GPM-Guyane de procéder à son instruction. Cette instruction peut nécessiter la réalisation d'une étude spécifique par un bureau d'étude externe. Les frais d'étude correspondants sont facturés au demandeur ainsi que les structures ou équipements temporaires permettant un usage respectueux des installations.

L'opérateur est responsable de la mise en œuvre et du respect du mode opératoire qui aura été approuvé.

6 ADMISSION ET ACCUEIL DES NAVIRES AU TERMINAL DE DEGRAD DES CANNES

L'admission et l'accueil des bâtiments et des navires, les accostages, appareillages et déhalages sont opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code des Transports ainsi qu'aux dispositions du règlement particulier de police du grand port maritime de Guyane, pris par Arrêté Préfectoral, et celles du présent règlement d'exploitation.

7 ATTRIBUTION DES POSTES A QUAI

L'attribution des postes à quai est faite conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code des Transports et aux dispositions du règlement particulier de police du GPM-Guyane, pris par Arrêté Préfectoral.

8 DESCRIPTION et CONDITIONS D'UTILISATION et d'AFFECTATION DES DIFFERENTS ESPACES DU TERMINAL

8.1 Description des espaces du Terminal

Le Terminal est composé de divers espaces à vocation distincte dont notamment : bords à quais, voiries de desserte interne dans et hors les espaces amodiés, terre-pleins, zone reefer, parc de stockage de véhicules, zone d'échange routier, bureaux. .

8.2. Modes d'utilisation des bords à quai

Les bords à quai sont exclusivement réservés au transit des marchandises et des personnes et à la réalisation des opérations de chargement et de déchargement des marchandises et de débarquement des personnes associées, ainsi qu'aux opérations de lamanage, de pilotage et celles nécessaires aux navires (avitaillement, inspections, opérations de maintenance et de réparations, ...).

Les inspections, opérations de maintenance et de réparations au navire sont admises sur les quais, mais ces dernières ne doivent en rien venir perturber les opérations de manutention, de travaux, de translation des grues, ni menacer la sécurité des personnes.

La zone de réalisation des opérations visées à l'alinéa ci-dessus est délimitée comme précisé à l'article 20 du RPPP. Les opérations doivent être menées avec célérité, en préservant en particulier la sécurité des personnes et l'environnement. Au terme de celles-ci le revêtement du quai est nettoyé par le GPM-Guyane aux conditions tarifaires en vigueur.

Des marchandises ne peuvent toutefois à titre exceptionnel et temporaire séjourner en bord à quai au-delà du principe d'utilisation posé ci-avant que sous réserve d'une autorisation expresse du GPM-Guyane qui définit la surface de stockage et la durée maximale de séjour des marchandises.

Le GPM-Guyane pourra faire évacuer, aux frais et risques du manutentionnaire, toute marchandise ou appareils qui resteraient stationnés sur le bord à quai après le départ du navire, sauf autorisation expresse du GPM-Guyane, après injonction d'enlèvement signifiée par le GPMG et non suivie d'effet, sans préjudice de l'engagement de poursuite du contrevenant au titre de la police de la grande voirie.

L'utilisation de moyens de levage n'appartenant pas à l'Outillage public est soumise à autorisation du GPM-Guyane. A cette fin, une demande préalable doit être déposée avec un préavis minimum de 10 jours.

Le dossier devra justifier de la compatibilité de l'outillage dont l'usage est projeté avec le respect de l'intégrité des infrastructures portuaires et des charges maximales admissibles.

8.3. Modes et conditions d'utilisation privative des différents espaces et installations du Terminal, hors bords à quai - Responsabilités et Assurances

8.3.1 Dispositions générales

Toute occupation du domaine public portuaire doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable par le GPM-Guyane et se traduit nécessairement par le paiement d'une redevance domaniale conformément à l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P).

Les espaces et les installations du terminal qui sont destinés à faire l'objet d'une affectation privative, sont mis à disposition sous deux formes :

- sous un régime dit « banal », pour les espaces et les terre-pleins banalisés destinés à des utilisations temporaires et de courtes durées.
- soit sous forme d'un titre d'occupation assorti d'un engagement de durée.

Ils sont affectés par le GPM-Guyane en considération des besoins de l'exploitation et dans le souci de l'intérêt général.

Les dispositions contractuelles figurant dans les conventions d'occupation temporaire qui dérogent au présent règlement d'exploitation priment sur ce dernier.

L'utilisateur devra, le jour de la mise à disposition d'un espace ou d'une installation, faire constater contradictoirement par les agents compétents du GPM-Guyane, les éventuelles avaries ou détériorations l'affectant.

A défaut d'avoir formulé cette demande de constat contradictoire ou d'y avoir participé, ou en l'absence de réserves, les espaces et installations seront réputés avoir été mis à disposition en bon état d'entretien et aucune réclamation ne sera admise par la suite et toutes avaries ou détériorations seront à la charge de l'utilisateur.

Toutes les avaries ou détériorations qui seraient constatées pendant le cours ou à la fin de l'occupation seront réparées par l'utilisateur bénéficiaire de l'autorisation ou à défaut d'exécution ou d'exécution insatisfaisante par le GPM-Guyane aux frais de l'utilisateur bénéficiant de l'occupation, à charge pour celui-ci de se retourner, s'il y a lieu, contre les tiers responsables. L'existence ou la recherche de ces tiers ne peut, en aucun cas, dispenser l'utilisateur de payer les sommes réclamées par le GPM-Guyane.

Dans tous les cas, toutes les avaries ou détériorations au cours de la mise à disposition doivent être signalées immédiatement au GPM-Guyane, y compris lorsqu'elles sont le fait de tiers contre lesquels il appartiendra au locataire de se retourner.

Toute modification ou tout nouvel aménagement des espaces et installations du Terminal, que le locataire souhaiterait entreprendre doit avoir été présentée et acceptée au préalable par le GPM-Guyane, qui se réserve la faculté au terme du contrat de, soit de demander au locataire la remise en état lieux, soit de décider du maintien desdits aménagements dont la destruction doit être autorisée par lui, et de leur transfert au GPM-Guyane en pleine propriété sans indemnité.

Au terme du contrat de mise à disposition, le locataire est tenu de rendre les lieux libres de toute occupation, propres et dans l'état où ils se trouvaient initialement, sauf prescription contraire du GPM-Guyane. A défaut le GPM-Guyane, peut procéder aux opérations d'enlèvement, de stockage, de destruction des marchandises et de nettoyage et remise en état des lieux aux frais et risques du locataire, après mise en demeure restée infructueuse, sauf cas d'urgence ou de nécessité lié à l'exploitation ou à l'intérêt général.

Tant que les surfaces et installations n'ont pas été remises en bon état, la redevance continue de courir jusqu'au moment où les agents qualifiés du GPMG, dûment informés par le locataire sauf le cas de remise en état à ses frais et risques visé ci-dessus, auront pu constater que les espaces et installations ont été remis en parfait état de propreté et dépollués.

L'usager devra supporter, sans pouvoir formuler de réclamations, et sans que cela puisse entraîner une réduction des redevances d'occupation, les décalages de planning ou la gêne résultant des réparations ou modifications effectuées par le GPM-Guyane et/ou des entreprises intervenant pour son compte.

Le GPM-Guyane n'est redevable d'aucune réduction au titre des redevances d'occupation domaniale ou portuaires, ni au titre des préjudices que peuvent subir les usagers du Terminal, par suite de difficultés ou arrêts de leur exploitation ou opérations, résultant de travaux de réparation, d'entretien ou d'amélioration des voiries, bâtiments, outillages et installations diverses du Terminal et ainsi que de ses accès terrestres et maritimes extérieurs.

L'usager devra se conformer, pour l'occupation des terre-pleins et surfaces couvertes mis à sa disposition, à la réglementation en vigueur et à tous les règlements du GPM-Guyane et, en particulier, aux règlements relatifs à la manutention, au stockage et au gardiennage des matières dangereuses dans les ports maritimes.

Il est également rappelé que le stockage sur terre-pleins à proximité de hangars et d'installations immobilières de charges combustibles diverses (notamment emballages et palettes) sera poursuivi pour infraction à la police de la grande voirie.

L'usager devra prendre les mesures de protection nécessaire de manière à cantonner la marchandise stockée sur son emprise.

Les dispositions des conventions d'occupation temporaire qui dérogeraient au présent règlement d'exploitation l'emporteraient sur ce dernier, les dispositions relatives aux dispositions de nature légale et réglementaire exceptées.

8.3.2 Responsabilités et assurance

Les espaces loués, au titre du régime banal ou au titre d'une convention d'occupation temporaire ou de tout autre titre domanial, sont exploités et gérés par les locataires, sous leur entière et exclusive responsabilité.

Les locataires doivent justifier de la souscription d'une assurance de Responsabilité Civile professionnelle, lors de la demande d'affectation de tout espace ou installation et à tout moment sur demande du GPM-Guyane

Les locataires et les usagers du Terminal devront en particulier respecter scrupuleusement les législations ou les réglementations générales et spécifiques régissant l'activité exercée (législation sur les établissements classés et en matière d'environnement, notamment). Il leur appartient, sous leur

entière responsabilité, de se conformer et de prendre en considération l'évolution des législations ou de réglementations nationales, européennes et/ou internationales propres à leurs activités.

La garde, la surveillance et la conservation des marchandises stockées sur le Terminal ne sont pas à la charge du GPM-Guyane. Aucune responsabilité ne lui incombe à cet égard, dès lors que tout dommage ou perte de marchandise, notamment en cas de vol, ne sont point le fait de ses agents ou causés par les installations du GPM-Guyane.

Les différents espaces du Terminal objet de mises à disposition aux sociétés de manutention ou à tout autre occupant constituent des espaces de travail. Les occupants assurent en matière de sécurité la coordination des mesures de prévention qu'ils prennent et celles que prennent les chefs de entreprises intervenant sur leur espace de travail. Ils veillent au respect de la réglementation applicable dont en particulier le décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le plan de prévention inclut les dispositions relatives aux conditions d'interventions éventuelles d'agents du GPM-Guyane.

Le GPM-Guyane n'est redevable d'aucune indemnité ou réduction de redevance au motif de difficultés ou arrêts de leur exploitation ou de leurs opérations, résultant de travaux de réparation, d'entretien ou d'amélioration des voiries, bâtiments, outillages et installations diverses du Terminal et ainsi que de ses accès terrestres et maritimes extérieurs.

Le GPM-Guyane, sauf cas d'urgence, se consulte avec les locataires préalablement à l'engagement des travaux pour minimiser leur impact sur les activités portuaires.

8.4 Hangars et bureaux

Les hangars et les bureaux peuvent être loués en tout ou partie, suivant l'un des deux modes d'affectation prévus au 6.3 ci-dessus.

La garde, la surveillance et la conservation des marchandises et autres matériels dans les hangars et les bureaux ne sont pas à la charge du GPM-Guyane et aucune responsabilité ne lui incombe à cet égard, dès lors que tout dommage ou perte de marchandise et autres matériels, notamment en cas de vol, ne sont point le fait de ses agents ou causés par les installations du GPM-Guyane.

8.5 Terre-pleins

8.5.1 Principes généraux d'utilisation des terre-pleins

8.5.1.1 Destination des terre-pleins

Les dispositions du règlement Général de Police des Ports concernant le dépôt et l'enlèvement des marchandises sont complétées comme suit :

Les terre-pleins du Terminal, sont destinés prioritairement au stockage de marchandises transitant par le Terminal et recourant à l'importation ou à l'exportation via un transport par voie maritime

Par dérogation expresse et écrite émanant du directeur de l'Exploitation du GPM Guyane, si les bonnes conditions de l'exploitation l'autorisent les terre-pleins du Terminal peuvent être utilisés pour stocker les matériels d'exploitation publics ou privés nécessaires aux opérations de manutention (chariots élévateurs, spreaders, etc.), aux services aux navires et aux travaux publics portuaires.

La garde, la surveillance et la conservation des marchandises et autres matériels stockés sur les terre-pleins et autres espaces du Terminal ne sont pas à la charge du GPM-Guyane et aucune responsabilité ne lui incombe à cet égard, dès lors que tout dommage ou perte de marchandise et autres matériels, notamment en cas de vol, ne sont point le fait de ses agents ou causés par les installations du GPM-Guyane.

8.5.1.2 Charges maximales admissibles sur les terre-pleins

Les charges maximales admissibles sur les terre-pleins n° 1, 2 et 3 sont de 4 tonnes au m².

8.5.2 Autres mises à dispositions ou prestations

8.5.2.1 Pont bascule

L'utilisation de l'espace dédié au pont bascule y compris ses abords est strictement réservée aux opérations de pesage.

A titre dérogatoire, cet espace peut servir de zone de chargement pour l'évacuation hors du Terminal des véhicules légers stockés sur la zone limitrophe qui leur est dédiée.

Les opérations de pesage restent cependant prioritaires et l'espace dédié au pont bascule et ses abords doit être libéré sans délai ni préavis, en tant que de besoin, sur simple demande d'un agent du GPM-Guyane.

8.5.2.2 Fourniture d'eau potable

Le GPM-Guyane assure dans la limite des possibilités techniques de ses installations de distribution et aux conditions de son tarif, la fourniture d'eau douce du réseau public aux installations terrestres et aux navires à quai sur le terminal.

L'utilisateur effectue une demande de fourniture d'eau par le biais d'un formulaire dédié, il transmet sa demande sous forme dématérialisée à : prestationsauxnavires@portdeguyane.fr

La demande doit être formulée 48 h à l'avance et dans les cas exceptionnels 24 h avant le début des opérations commerciales.

Afin de garantir la qualité de l'eau potable, il appartient à l'utilisateur de faire la purge nécessaire après son branchement et ouverture du réseau.

Il est strictement interdit aux usagers de toucher ou manipuler le ou les compteurs.

Les conditions de fourniture d'eau sont effectuées par les services du GPM-Guyane contre paiement des redevances d'usage, telles que définies à l'article f 1 a) du tarif des redevances d'usage.

8.5.2.3 Fourniture d'énergie électrique

8.5.2.3.1 Règles générales

Le GPM-Guyane fournit de l'énergie électrique dans la limite de la fourniture dont il bénéficie de la part de son fournisseur d'énergie électrique, des capacités de ses installations et de leur état de disponibilité et de fonctionnement.

Aucune responsabilité ne saurait incomber au GPM-Guyane, à raison des dommages occasionnés du fait d'une interruption de fourniture d'énergie.

Nonobstant ce qui précède le GPM-Guyane a mis en place un dispositif de secours avec un groupe électrogène, qui a vocation à pallier ou minimiser les conséquences d'une interruption de fourniture.

Il appartient de surcroît aux usagers de prendre toutes les mesures qu'ils jugent utiles pour limiter leurs dommages et de signaler au GPM-Guyane

8.5.2.3.2 Fourniture d'énergie électrique pour les conteneurs à température dirigée

Le GPM-Guyane fournit de l'énergie aux prises dites reefer pour les conteneurs à température dirigée dans les conditions et limites mentionnées au 8.5.2.3.1.

Les prises reefer propriété des manutentionnaires sont entretenues et exploitées sous leur seule responsabilité. Il leur appartient de vérifier auprès du service du GPM-Guyane que les caractéristiques de la fourniture d'énergie électrique conviennent à leurs besoins.

Les branchements électriques des prises et de leurs accessoires, ainsi que les vérifications de la permanence de cette fourniture et du bon fonctionnement des prises et des conteneurs à température dirigée sont opérés par les manutentionnaires, à leur seule initiative et sous leur exclusive responsabilité.

En cas de rupture d'alimentation électrique ou de dysfonctionnements, quel qu'en soit l'origine, il leur appartient de mettre en œuvre avec célérité les mesures conservatoires qu'ils jugent utiles vis-à-vis de la marchandise pour éviter ou réduire les dommages occasionnés et de signaler la défectuosité au GPM-Guyane.

En cas de défaut sur l'installation remontant jusqu'au poste de distribution, les manutentionnaires ne sont pas autorisés à intervenir sur les installations propriétés du GPM – Guyane. Seuls le ou les personnels du GPM-Guyane ou ceux de sociétés agréées et autorisées par lui peuvent pénétrer et interagir avec les équipements des postes.

Les conditions financières d'utilisation de ces prises électriques pour branchement des conteneurs frigorifiques sont définies à l'article f 1 d) du tarif des redevances d'usage.

Les conditions de fourniture d'énergie sont définies à l'article f 1 b) du tarif des redevances d'usage.

8.5.2.3.2 Fourniture d'éclairage en bord à quai

L'utilisateur effectue une demande d'éclairage en soirée le biais d'un formulaire dédié. Il transmet sa demande sous forme dématérialisée à : prestationsnavires@portdeguyane.com

La demande doit être formulée 48 h à l'avance et dans les cas exceptionnels 24 h avant le début des opérations commerciales.

Les conditions de fourniture d'éclairage en soirée sont effectuées par les services du GPM-Guyane contre paiement de redevances d'usage telles que définies à l'article f 1 a) du tarif des redevances d'usage.

8.5.2.5 Avitaillement

Les avitaillements du navire (vivres, huile, matériels divers, etc.) et les soutes ne doivent en aucun cas retarder la mise à quai et les opérations commerciales du navire suivant.

Pour les avitaillements par camion, une demande d'autorisation préalable doit être faite par l'armateur ou son agent auprès du GPM-Guyane qui en fixe les conditions pour ce qui le concerne.

Les éventuelles mesures qui sont à prendre par le manutentionnaire dans son espace de travail en cas, notamment de co-activité, relèvent de la responsabilité de ce dernier. Les manutentionnaires se doivent d'assurer en matière de sécurité la coordination des mesures de prévention qu'ils prennent et celles que prennent les chefs des entreprises intervenant sur leur espace de travail.

Les manutentionnaires veillent au respect de la réglementation applicable dont en particulier le décret 92-158 du 20 février 1992 et les textes subséquents fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

8.5.2.6 Déchets

Le Plan de réception et de traitement des déchets du GPM-Guyane approuvé par l'arrêté préfectoral n°R03-008/GPMG/2016 du 23/06/2016 fixe les conditions réglementaires applicables sur le Terminal.

Tout usager est responsable de ses déchets industriels ou ménagers et doit s'organiser en terme de collecte et d'évacuation. Tout dépôt de déchets, même temporaire, en dehors des espaces de collecte organisés par l'utilisateur est interdit.

8.6 Pollution

Toute pollution accidentelle du fait d'un usager ou de son matériel doit être immédiatement signalée au pôle Exploitation ou à l'agent d'astreinte exploitation ainsi qu'à la Capitainerie s'il s'agit de matière dangereuse.

L'utilisateur devra mettre en œuvre, sans délai, toute mesure utile à traiter cette pollution : confinement, nettoyage, évacuation dans le respect des normes et règles en vigueur.

A défaut, le GPM-Guyane prendra toutes mesures qu'il juge utile, aux frais et risques de l'utilisateur. Le coût de ces mesures sera mis à la charge de l'utilisateur avec une pénalité de 100 %.

9 CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES OUTILLAGES PUBLICS

9.1 Généralités

Toute commande acceptée ou utilisation des Outillages objets des présentes entraîne adhésion pure et simple aux présentes conditions de mise à disposition des outillages publics du GPM-Guyane, en ce compris les conditions tarifaires y annexées, sauf conditions particulières écrites dérogatoires, acceptées et signées par les parties.

Les Grues ont été acquises, dans le cadre de la modernisation, par le GPM-Guyane et aux fins de permettre aux sociétés de manutention, d'optimiser et de sécuriser les opérations de déchargement, de chargement-des navires accostés sur les quais n°1 et 2 du Terminal.

L'Outillage étant public, son affectation est opérée en considération de l'intérêt général et des attributions de postes à quai décidées par la Capitainerie.

9.2 Obligation d'utilisation, affectation et commande des Outillages publics

9.2.1 Obligation d'utilisation des Outillages publics aux quais n°1 et 2

Les opérations commerciales de manutention verticale des navires-accostés aux quais n° 1 et 2 sont réalisées exclusivement avec les Outillages publics de quai du GPM-Guyane, constitués de deux Grues flèche/fléchette, dénommés ci-après « Grue(s) » ou « Outillage(s) ».

En cas d'indisponibilité d'une ou des deux Grues, la société de manutention pourra proposer à ses frais exclusifs, la mise en place des moyens de manutention complémentaires ou alternatifs, sous réserve de la justification d'un dispositif opérationnel garantissant la sécurité des biens et des personnes.

Tant que le quai n°3 n'est pas équipé en Outillages, l'usage des grues de bord y est autorisé.

9.2.2 Affectation des Outillages

Les principes de régulation des mouvements et les règles d'attribution des postes à quai sont fixés par le Règlement général de police des ports et le Règlement particulier de police du port, dont extraits ci-après.

Le dernier alinéa de l'article R 5333-3 du Code des Transports (Chapitre III – Règlement général de police) édicte le principe suivant :

« ... l'autorité portuaire attribue le poste à quai que chaque navire ou bateau doit occuper en fonction notamment de sa longueur, de son tirant d'eau, de la nature de son chargement, des nécessités de l'exploitation et des usages et règlements particuliers ».

L'Article R5333-6 du code des transports (Chapitre III – Règlement général de police) précise :

« Les règles particulières d'attribution de poste à quai, d'admission dans le port et de sortie pour les navires et bateaux de pêche ou de plaisance ainsi que les engins flottants sont, s'il y a lieu, fixées par le règlement particulier du port ».

Ledit règlement particulier précise : *« Le Commandant de port ou son adjoint attribuent le poste à quai que chaque navire doit occuper en fonction notamment ... des nécessités de l'exploitation et des usages ».*

Les Outillages restent affectés prioritairement au navire jusqu'à la fin de ses opérations commerciales que le locataire, dans un souci de bonne exploitation portuaire et d'optimisation d'utilisation des infrastructures et installations du GPM-Guyane, doit mener avec célérité.

Ce principe d'affectation peut être écarté pour des motifs d'intérêt général en fonction des nécessités de l'exploitation ou de la bonne gestion des postes à quai et des Outillages.

En particulier, en cas de deux navires simultanés, sur demande expresse et accord entre les manutentionnaires concernés, l'autorité portuaire pourra autoriser l'affectation d'une Grue à chacun des deux navires.

9.2.3 Commande et annulation de commande des Outillages

La procédure de commande, les règles applicables et la documentation associée sont consultables sur le site internet à la rubrique ...

Le bon de commande précise :

- Le jour et l'heure de la présentation de la commande
- Le nombre de Grues
- L'escale du navire concerné
- Le jour et l'heure de début de location et la durée prévisionnelle
- Le nom du responsable d'exploitation désigné par le locataire et ses coordonnées
- Le nombre de mouvements prévus
- Le poids maxi des colis à manutentionner en cas de nécessité de travailler au crochet

La commande, pour être prise en considération, doit être signée par un représentant qualifié de la société de manutention demanderesse et être adressée par écrit à ...

L'annulation de commande d'un Outillage donne lieu à un forfait d'annulation du montant figurant au tarif public des Outillages. Elle est formulée et transmise au GPM-Guyane suivant les mêmes modalités que la commande.

9.3 Disponibilité des Outillages et conditions de mise à disposition

Le GPM-Guyane assure la disponibilité des Outillages durant les shifts commandés, hors opérations programmées d'entretien. Toutefois aucune réclamation n'est recevable en cas d'indisponibilité d'une ou des deux Grues, notamment en raison de pannes ou par suite d'avaries.

Si l'une des deux Grues est indisponible, le manutentionnaire a la faculté de soit choisir de poursuivre avec la Grue opérationnelle ou avec ses deux grues de bord, dans les conditions prévues au 9.2.1.

Les Outillages qui sont mis à disposition grésés avec leurs spreaders et leur crochet sont réputés avoir été mis à disposition du locataire en bon état de marche et aptes à l'usage auquel ils sont normalement destinés.

Les autres accessoires (élingues, ...) sont fournis et mis en place par le locataire sous sa seule responsabilité, avec son personnel et sans intervention du GPM-Guyane, ni de son prestataire de service pour l'assistance à l'exploitation. Il en est de même s'agissant des changements d'accessoires de préhension des charges pendant le temps de la mise à disposition des Outillages.

A l'effet de permettre leur fonctionnement, le GPM-Guyane met à disposition des locataires des voies de roulement et une installation électrique, dont il assure l'entretien.

L'une ou l'autre des parties peut demander à ce qu'un état contradictoire amiable soit réalisé préalablement à la mise à disposition des Outillages ou au cours de celle-ci, notamment en cas d'Avarie ou de panne. Si l'état contradictoire fait apparaître une incapacité du matériel à fonctionner normalement, le matériel est considéré comme n'ayant pas été livré. L'utilisation des grues de bord est alors autorisée, dans le respect des conditions fixées en 9.2.1

Le GPM-Guyane fournit sur demande la documentation réglementaire, les rapports de visite et de contrôle et les certificats exigés par la réglementation pour le fonctionnement des Outillages et de leurs accessoires.

Faute de satisfaire à cette demande, lorsque la réglementation l'exige, le locataire est en droit de refuser en tout ou partie la location, et celui-ci est délié de tout engagement vis-à-vis du GPM-Guyane.

Le locataire bénéficie d'une zone de manutention en bord à quai, le long du navire, à l'intérieur de ses points d'amarrage et sur une profondeur de 42 mètres en arrière de la magistrale des quais n° 1 et 2.

Cet espace est juridiquement constitutif d'un chantier, au sens de la réglementation sur la sécurité du travail, et est placé sous la responsabilité du locataire. Le locataire en tant notamment qu'entreprise utilisatrice ou locatrice de cet espace, des Outillages et installations du GPM-Guyane s'engage à

respecter, à appliquer et à faire appliquer à ses clients, entreprises ou toute personne qui viendrait à intervenir sur cet espace, les exigences réglementaires dans les domaines de la prévention de la sécurité et de l'hygiène, et à respecter les consignes données par les agents du GPM-Guyane.

9.4 Durée de la location

La location commence depuis le moment où l'Outillage est mis à disposition du locataire à l'heure de début des opérations indiquées sur le bon de commande et au point où ledit Outillage se situe. Le début de la location est mentionné sur le bon de livraison délivré par le GPM-Guyane.

Le terme de la location est marqué par le positionnement de l'Outillage en fin de shift en position de repos, à l'emplacement désigné au locataire par le GPM-Guyane.

Le locataire doit réaliser les opérations de chargement/déchargement dans les conditions de célérité normale, pour permettre la mise à disposition des Outillages aux locataires suivants.

9.5 Conduite, positionnement et conditions d'utilisation des Outillages

9.5.1 Conduite des Outillages

9.5.1.1 Conduite des Outillages pendant les opérations commerciales

Les Outillages mis à disposition des sociétés de manutention pour la réalisation des opérations commerciales des navires et des pré/post positionnements associés nécessités par les manœuvres des navires (voir au 9.5.2), sont loués sans conducteur.

Il appartient au locataire, sous sa seule responsabilité, d'affecter à la conduite des Outillages, des conducteurs qualifiés, dûment formés à cet effet et agréés par le GPM-Guyane. Le GPM-Guyane délivrera son agrément, aux conducteurs du GEMAG présentés par le locataire sous sa seule responsabilité, dès lors que ceux-ci justifieront :

- de leur aptitude physique à la conduite,
- d'un certificat de formation à la conduite en sécurité (CACES) délivré par des organismes habilités
- d'un Certificat de Qualification Professionnelle Grutier délivré par l'UNIM.

L'agrément délivré sur la base des attestations et des justificatifs ci-avant listés, qui permettent l'identification des conducteurs agréés ne saurait engager la responsabilité du GPM-Guyane.

9.5.1.2 Conduite des Outillages hors opérations commerciales

La conduite des Outillages, en dehors de leur affectation par le GPM-Guyane aux opérations commerciales des sociétés de manutention, notamment pour les besoins de la maintenance et de l'assistance à l'exploitation (entretien, essais de charge, réparations, etc. ...) est assurée normalement par les personnels du GPM-Guyane ou ceux de ses prestataires de service ou intervenants extérieurs, sauf demande expresse formulée au GEMAG.

9.5.2 Positionnement des Outillages et des grues de bord

9.5.2.1 Positionnement des Outillages

Le positionnement et l'utilisation des Outillages par les locataires, dans le respect de la sécurité des navires, des personnels navigants ou non à bord ou à terre et de l'intégrité des Outillages et des tiers, sont conditionnés par le respect des règles ci-après reproduites du Règlement Particulier de Police du Port rappelées ci-après par le Règlement d'Exploitation du Terminal :

« Préablement aux opérations d'accostage ou d'appareillage, les Outillages doivent être mis en position de repos, la flèche/fléchette relevée et tournée vers la terre, et être positionnés au milieu des points métriques du poste affecté au navire en manœuvre. Les personnels de conduite et de maintenance et toute autre personne étant descendus.

Préalablement aux opérations de déhalage, les Outillages doivent être mis en position de repos, la flèche/fléchette relevée et tournée vers la terre, les personnels de conduite et de maintenance et toute autre personne étant descendus, et être positionnés selon les consignes de la Capitainerie »

Pendant les opérations d'accostage et d'appareillage ou de déhalage, aucun mouvement, ni aucune translation d'Outillages ne peuvent être opérés. »

9.5.2.2 Positionnement des grues de bord

« Les opérations d'appareillage et de déhalage, ne peuvent être entreprises que dès lors que les grues de bord ont été brassées et positionnées à leur poste de mer.

Le début des manutentions ne saurait intervenir avant que, nonobstant les dispositions ci-dessus, le navire ait débordé ses grues de bord vers le large et les ait amarrées.

9.5.3 Conditions et limites d'utilisation et de responsabilités

Le locataire doit se conformer aux conditions et limites techniques d'utilisation des Outillages telles que définies à l'Annexe 1.

Le locataire s'engage, pour la protection des Outillages lors d'opérations spécifiques (blocages de conteneurs en cellule, etc.), à mettre en œuvre les mesures de protection et les protocoles spécifiques associés, sous réserve qu'ils aient été portés à sa connaissance.

Si du fait d'une panne ou d'un dysfonctionnement, la position de la grue empêche toute manutention sur le navire par tout autre moyen, le GPM-Guyane dédommagera le manutentionnaire à hauteur des coûts des équipes de dockers engagés pour la durée de l'empêchement total de manutentionner au cours du shift considéré, à l'exclusion de tout autre droit à indemnité.

9.6 Assistance à l'exploitation - entretien et réparation des Outillages

9.6.1 Assistance à l'exploitation

Le GPM-Guyane accompagne la mise à disposition des Outillages d'une assistance à l'exploitation.

Le locataire peut en demander l'intervention dans les conditions décrites à l'Annexe 6 du présent Règlement d'exploitation des Outillages.

9.6.2 Entretien et réparation des Outillages

Le GPM-Guyane assure l'entretien préventif, curatif et amélioratif des Outillages.

Il appartient au locataire de signaler sans délai la survenance de toute panne ou avarie qui surviendrait en cours de la location. A cet effet, le locataire doit mettre en œuvre et respecter la procédure d'alerte figurant à l'Annexe 4 et prendre toute mesure d'urgence utile pour protéger les personnels et les tiers ainsi que l'Outillage mis à disposition et tous autres biens.

Le contrat de location se trouve suspendu, le temps de la réparation, sauf à ce que celle-ci résulte de la survenance d'une avarie imputable au Locataire.

9.7 Responsabilités

Le locataire assure la garde juridique et matérielle des Outillages, pendant le temps de leur mise à disposition.

Le locataire répond de tous dommages matériels et immatériels causés par ses personnels et les personnels de conduite tiers dont il répond, qu'il affecte à la conduite des Outillages.

Le locataire est responsable des dommages causés aux équipements portuaires, tels que les voies de roulement, les caniveaux électriques d'alimentation des grues et leur protection, réseaux, bollards, échelles de quai (liste non limitative) par les Outillages placés sous sa garde.

Les opérations de manutention, en ce compris les manœuvres de positionnement et de repositionnement au lieu de dépôt de l'Outillage qui les précèdent et les suivent, sont effectuées sous l'entière responsabilité des locataires, tant vis-à-vis du GPM-Guyane, pris notamment dans ses ouvrages, installations et personnels, que vis-à-vis des tiers.

La responsabilité du locataire se trouve seule engagée en cas d'accident de toute nature survenant au cours et du fait de la mise à disposition des Outillages, sauf vice propre ou caché de l'Outillage, cas de force majeure ou manquement du GPM-Guyane à ses obligations, ce qu'il appartient au locataire d'établir avec le concours éventuel d'un expert en cas d'absence d'accord amiable, expertise dont les frais seront à la charge de celui qui succombera.

Les dommages subis par les Outillages au cours de leur utilisation par le locataire sont réparés à ses frais et risques, les coûts des mesures conservatoires et d'expertise inclus, sauf à ce que les dommages aient été causés exclusivement par le vice propre ou caché des Outillages, un cas de force majeure ou un manquement du GPM-Guyane à ses obligations, ce qu'il appartient au locataire d'établir avec le concours éventuel d'un expert en cas d'absence d'accord amiable, expertise dont les frais seront à la charge de celui qui succombera.

Le GPM-Guyane ne sera en aucun cas redevable d'une indemnité au titre des pertes d'exploitation, directes ou indirectes, liées, notamment, à un arrêt d'exploitation dus aux travaux d'entretien et de maintenance ou à des réparations effectuées sur les Outillages et leurs accessoires (spreaders, crochet, ...) ou sur l'infrastructure associée (rails des voies de roulement, caniveau et réseau d'alimentation électrique, notamment).

Il en est de même lorsque l'arrêt est la résultante d'une panne liée, notamment aux événements qui suivent :

- coupure d'énergie émanant du fournisseur d'énergie du GPM-Guyane
- défaut de fonctionnement du système secours (groupes électrogènes) du GPM-Guyane
- avarie du fait du navire, des engins de manutention ou autres

- intempéries climatiques
- mouvements sociaux

Toutefois, un arrêt des opérations de plus de 30 minutes trouvant son origine exclusive dans un vice propre de l'Outillage et/ou de ses accessoires et infrastructures associées, ouvrira la possibilité d'utilisation d'un autre moyen de manutention, dans les conditions du 9.2.1

9.8 Assurances

L'Outillage mis à disposition s'accompagne d'une assurance de responsabilité civile dite Outillage souscrite par le GPM-Guyane, au titre laquelle le GPM-Guyane et le locataire ont la qualité d'assurés. L'assurance comporte une garantie d'assurance en bris de machine, en et hors exploitation, pour ce qui concerne les Outillages et leurs accessoires.

La prime d'assurance et les règles de prise en charge de la franchise du contrat, figurent au tarif public des Outillages (Annexe 2).

Les conditions générales et particulières de l'assurance souscrite pour compte commun par le GPM-Guyane sont portées à la connaissance du locataire sur demande de ce dernier.

Le locataire en tant que société de manutention, demeure responsable de son activité de manutentionnaire et en assume les risques. Il justifie par la production d'une attestation de la souscription d'une assurance de responsabilité civile professionnelle d'entreprise dont il justifie auprès du GPM-Guyane au 1^{er} janvier de chaque année.

9.9 Mesures de sécurité

Le locataire est tenu de respecter les règles de sécurité en vigueur sur le Terminal, ainsi que les consignes générales relatives à l'hygiène et la sécurité émises par le GPM-Guyane et les règles générales de sécurité après consultation du Comité Paritaire d'Hygiène et de Sécurité du Terminal de Dégrad des Cannes.

L'accès au chantier de manutention et aux Outillages est interdit à toute personne étrangère à la manutention et non habilitée. Le port des équipements de protection Individuelle est obligatoire.

Il appartient au locataire de veiller au respect de cet interdit et de tous autres relevant du règlement d'Exploitation du Terminal, notamment via la mise en place de la signalisation appropriée et la mise en œuvre des précautions et mesures de sécurité que la nature des travaux entrepris justifie.

Il devra veiller à ce que, notamment :

- Les voies de roulement des Outillages et leurs abords ne soient pas encombrés, de sorte que les translations ne soient pas entravées ni les Outillages endommagés
- Les Outillages ne soient pas utilisés pour des élévations de personnes, sauf utilisation de nacelles prévues à cet effet pour mise à bord de personnels, dans le respect de la réglementation applicable.
- Les agrès et autres appareils à bord des navires, sont et restent positionnés de sorte qu'ils ne constituent pas un obstacle au mouvement des Outillages susceptibles de se traduire par des dommages aux personnes et aux biens

9.10 Restitution

Les Outillages mis à disposition du locataire doivent être restitués dans l'état où ils étaient lors de leur mise à disposition. Si la constatation de l'état du matériel, lors de la mise à disposition ou de la restitution, nécessite une expertise, les frais sont à la charge de la partie qui succombe. Les frais de réparation qui sont engagés par le GPM-Guyane sont à la charge du locataire, sous réserve de l'application des conditions d'assurance en bris de machine (garanties et franchises) mises en place par le GPM-Guyane.

Il appartient au locataire de signaler au GPM-Guyane, dès qu'il en a connaissance, tout événement susceptible d'avoir eu des conséquences sur l'intégrité de l'Outillage mis à disposition. L'état de l'Outillage peut faire l'objet d'un état des lieux aux frais avances du demandeur et in fine aux frais de qui il appartiendra, à dire d'expert.

La restitution des Outillages fait l'objet d'un bon de retour, signé par les deux parties ou leur représentant dûment habilité, et qui précise :

- le jour et l'heure de restitution
- les réserves éventuelles ou mentions relatives à l'état dans lequel le matériel est restitué.

Le bon de retour met fin aux obligations du Locataire en tant que gardien de l'Outillage loué, mais laisse subsister l'ensemble de ses autres obligations telles que découlant du présent contrat.

9.11 Conditions tarifaires

Les conditions financières et de paiement des redevances liées à la location des Outillages sont fixées par le tarif public de l'Outillage en vigueur, qui fait l'objet d'une décision du Directoire du GPM-Guyane et est révisé au moins une fois l'an. (Annexe 2).

La mise à disposition des Outillages, pourra être conditionnée par un paiement par avance ou d'une caution lorsque le locataire n'est pas à jour dans le règlement des factures émises précédemment par le GPM-Guyane.

9.12 Suspension des opérations

Le GPM-Guyane se réserve la possibilité de suspendre la location, en cas de danger ou de toute raison technique compromettant la sécurité de fonctionnement de l'Outillage. La redevance reste due, sauf à ce que la suspension ne soit pas imputable au locataire.

10 SURETE

Toute personne accédant au Terminal est tenue de respecter et de mettre en œuvre les dispositifs de sureté portuaire prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, qui sont consultables, pour leur partie publique sur le site internet du GPM-Guyane, sous la rubrique ...

11 REMORQUAGE

Le GPM-Guyane offre à ses usagers une prestation de remorquage portuaire, avec une unité disposant d'un équipement de lutte contre l'incendie et la pollution.

Le recours au remorquage ne présente toutefois pas de caractère obligatoire, sauf prescription par la Capitainerie en vertu des articles R 5333-8 et R 5333-11 du règlement particulier de police du GPM-Guyane.

Les tarifs du remorquage sont publiés sur le site internet du GPM-Guyane (<http://www.portdeguyane.fr/wp-content/uploads/2013/11/Tarifs-remorquage-12.07.2016.pdf>)

12 LITIGES

A défaut de règlement amiable, tout litige né à raison de l'interprétation ou de l'exécution du présent Règlement d'Exploitation sera porté devant le Tribunal administratif de GUYANE, notamment les litiges relatifs à l'occupation et à la protection du domaine public, par application de l'article L.2331-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Par exception, et à défaut de règlement amiable, tout litige né à raison de l'interprétation ou de l'exécution du présent Règlement d'Exploitation dans ses dispositions relatives à l'Outillage Public du GPM-Guyane sera soumis en première instance au Tribunal de Commerce de CAYENNE.

13 ANNEXES

Annexe 1 : Conditions et limites techniques d'utilisation des Grues et de leurs accessoires

Annexe 2 : Tarif Public des Outillages du GPM-Guyane

Annexe 3 : Bon de commande type des Outillages du GPM-Guyane

Annexe 4 : Procédure d'alerte

Annexe 5 : Plan du Terminal

Annexe 6 : Assistance à l'exploitation des outillages